

MOLOI, Maureen Appel and Fen Osier HAMPSON (dir.). *Vanishing Borders, Canada Among Nations 2000*. Don Mills, Oxford University Press, 2000, M1 p.

Marc Parant

Le projet des Amériques sept années plus tard  
Volume 32, numéro 4, 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704370ar>  
DOI : <https://doi.org/10.7202/704370ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)  
1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Parant, M. (2001). MOLOI, Maureen Appel and Fen Osier HAMPSON (dir.). *Vanishing Borders, Canada Among Nations 2000*. Don Mills, Oxford University Press, 2000, M1 p. *Études internationales*, 32 (4), 842–845. <https://doi.org/10.7202/704370ar>

Alors que celles-ci utilisaient largement les armes automatiques – particulièrement les mitraillettes et les grenades – les troupes canadiennes devaient se battre avec des fusils à verrou mobile – conçues au début du siècle et ayant équipé les soldats canadiens lors des deux guerres mondiales. En plus, ils employaient des grenades britanniques sorties des surplus de la Seconde Guerre mondiale, même si elles étaient tellement sensibles à l'humidité qu'il était nécessaire de démonter et d'assécher régulièrement le mécanisme de mise à feu pour en assurer le bon fonctionnement.

Grâce à d'impressionnantes recherches dans les archives canadiennes, britanniques et américaines, ainsi qu'à des entrevues effectuées avec de nombreux vétérans, David J. Bercuson, professeur d'histoire et directeur du programme d'études stratégiques de l'Université de Calgary, réévalue la participation de l'armée canadienne à la guerre de Corée. Les trois premiers chapitres de l'ouvrage examinent l'état des forces armées canadiennes dans les années d'après-guerre et l'organisation des troupes envoyées en Corée, alors que les cinq chapitres suivants sont consacrés à la description et à l'analyse des opérations auxquelles les Canadiens participèrent. Se distinguant des histoires officielles, Bercuson réexamine la participation militaire canadienne au conflit et l'impact de la guerre sur l'armée canadienne.

À la lumière des lacunes et des ratés de l'intervention canadienne, l'auteur démontre comment la guerre de Corée marqua un point tournant dans l'organisation des forces militaires canadiennes. En effet, celui-ci

juge que les troupes envoyées en Asie furent les premiers éléments de ce qui allait devenir les forces de maintien de la paix de l'ONU. Conséquence des événements coréens, le gouvernement réalisa qu'il devait posséder des troupes bien entraînées, capables d'intervenir rapidement dans le cadre des interventions de l'ONU.

L'ouvrage de Bercuson est bâti sur d'impressionnantes bases documentaires et son argumentation est solide et persuasive. Il est cependant dommage que l'auteur ne procède pas à une comparaison, aussi limitée soit-elle, avec les autres pays impliqués dans le conflit coréen. À titre d'exemple, une comparaison des performances et de la nature de l'équipement des troupes britanniques, australiennes ou néo-zélandaises aurait permis de savoir si le manque de préparation et d'entraînement était propre aux troupes canadiennes ou si la situation existait chez les autres membres des forces onusiennes. Néanmoins, il s'agit là d'une lacune bien faible par rapport à la qualité générale de l'ouvrage qui propose une réévaluation équilibrée et convaincante de l'intervention militaire canadienne en Corée.

Martin LABERGE

*Département d'histoire,  
Université de Montréal, Canada*

### **Vanishing Borders, Canada Among Nations 2000.**

*MOLOT, Maureen Appel and Fen Osler  
HAMPSON (dir.). Don Mills, Oxford  
University Press, 2000, 341 p.*

Troisième volume d'une série commencée en 1998, l'édition 2000 de « Vanishing Borders » se veut un

panorama des relations du Canada avec son plus important partenaire, les États-Unis, et se propose d'étudier le devenir des relations économiques, commerciales, fiscales et monétaires des deux pays. Même si la tendance générale est de considérer que ces relations ne vont pas cesser de s'intensifier, sous l'effet notamment des changements politiques et économiques liés à la mondialisation, il n'existe cependant aucun consensus sur ce que cela pourrait signifier sur l'orientation future de la politique interne et extérieure du Canada. Molot et Hampson posent la question en ces termes : le 49<sup>e</sup> parallèle qui sépare artificiellement les deux États compte-t-il encore ? Ne va-t-on pas assister à un rapprochement politique inévitable ? Si la relation entre le Canada et les États-Unis est unique, les motifs de désaccord sont cependant encore très nombreux comme par exemple sur le projet de défense antimissiles ou le Protocole de Kyoto.

Ce volume se propose donc de faire le point sur les changements en cours. La première partie, la plus importante, est divisée en neuf chapitres (2 à 10) et traite uniquement de la relation bilatérale entre le Canada et les États-Unis en insistant sur le commerce, la productivité et le marché du travail et tente de dégager une tendance historique sur l'évolution de ces relations. Les relations du Canada avec le reste du monde constituent le thème principal de la deuxième partie, divisée en six chapitres (11 à 16). Les principaux thèmes étudiés abordent les relations avec Cuba, les engagements canadiens au sein de l'OTAN, des Nations Unies et de l'Organisation Mondiale du Commerce, notamment après l'échec du Sommet de Seattle.

Quatre chapitres comparent les différents indices de compétitivité entre le Canada et les États-Unis. Andrew Sharpe, dans le chapitre 7, compare la performance des marchés du travail canadien et américain sur la dernière décennie et démontre que la productivité du travail au Canada apparaît plus fluide notamment à cause de la proportion plus élevée de travailleurs autonomes par rapport à la population active. Nancy Riche et Robert Baldwin traitent également de la situation de l'emploi dans le chapitre 9 et suggèrent que le libre-échange et la pression de la communauté des gens d'affaires ont contribué à la détérioration de la situation sociale et économique des travailleurs canadiens. Les politiques gouvernementales auraient été insuffisamment sensibles aux conditions du marché du travail et trop attentives à la capacité du Canada à attirer les investissements étrangers.

Daniel Schwanen reprend le thème de la productivité dans le chapitre 6, en soulignant que les comparaisons entre les taux de productivité canadien et américain sont beaucoup plus complexes à analyser qu'auparavant. Thomas d'Aquino, dans le chapitre 10, identifie quelques secteurs dans lesquels le Canada pourrait agir pour réduire les barrières sur les flux de marchandises, de services et de personnes et prône une réduction du niveau de taxe et d'imposition au Canada ainsi que l'élimination d'un certain nombre de règlements jugés trop protectionnistes.

Ces quatre contributions ne partagent pas la même analyse sur le besoin d'accélérer (ou pas) le processus d'intégration économique entre les

deux pays. Tous reconnaissent cependant que le Canada peut améliorer sa compétitivité tout en conservant sa spécificité notamment en matière de programmes sociaux. La question qui se pose serait alors de savoir si ces deux objectifs ne sont pas incompatibles et si la notion de standards sociaux ne rend pas plus difficile les politiques d'ouverture commerciale entre le Canada et les États-Unis. Molot et Hampson pensent que le Canada ne conçoit finalement sa relation avec les États-Unis qu'en termes économiques, notamment à cause du niveau élevé des échanges commerciaux, alors que les États-Unis restent davantage concernés par la sécurité nationale à leurs frontières notamment dans la lutte contre le blanchiment de l'argent sale, les réseaux criminels de drogue ou d'immigration illégales. Ainsi, pour Washington, les relations avec le Canada ne sauraient se limiter aux seuls aspects économiques ou commerciaux mais devraient englober aussi des questions liées à l'immigration et à la sécurité.

La politique étrangère des États-Unis et ses relations avec les autres pays posent aussi des tensions, notamment dans la volonté de définir des États « parias » (*Rogue States*). Dans ce contexte, le souhait du Canada de maintenir des relations avec Cuba est un sujet de friction important. En réalité, les États-Unis n'ont jamais sérieusement envisagé de partager leur souveraineté en matière de politique étrangère avec d'autres pays, fussent-ils liés par des accords commerciaux ou militaires. La relation complexe entre le Canada et les États-Unis ne saurait déboucher sur une communauté de destin, comparable par

exemple à celle de l'Union Européenne. Le poids économique et démographique des États-Unis dans l'ensemble nord-américain est beaucoup plus fort que celui de l'Allemagne ou de la France au sein de l'Union. D'autre part, l'autre membre de l'ALÉNA, le Mexique, prend une place de plus en plus importante au sein de l'administration américaine et la nouvelle administration Bush n'a pas caché ses ambitions d'en faire un partenaire majeur des États-Unis. Dans le chapitre 3, Christopher Sands souligne que le Canada n'occupe pas de place privilégiée à Washington et que les relations bilatérales se résument encore par le règlement de problèmes ponctuels et sectoriels. Sands et Cooper en concluent que le pays devrait davantage s'investir dans sa relation avec les États-Unis notamment pour mieux défendre ses intérêts vitaux, pas toujours compris. Pour Molot et Hampson, rien n'indique en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, que le Canada ou les États-Unis soient prêts ou disposés à s'engager à terme dans un processus de rapprochement à l'européenne. Lee et Dashwood soulignent que les frontières ne sont pas prêtes à disparaître, malgré la mondialisation, et que le Canada aura encore un rôle particulier à jouer dans les relations internationales, notamment au sein des organismes internationaux.

En conclusion, les différents articles qui composent ce volume apparaissent comme une bonne synthèse des relations présentes entre le Canada et les États-Unis. On pourra regretter toutefois que les auteurs aient fait l'impasse sur les différences culturelles et linguistiques qui divisent toujours les deux pays. Les auteurs insistent sur le rapprochement

économique mais ne traitent guère de l'emprise culturelle américaine dans l'industrie culturelle au Canada. Par ailleurs, la place du Canada au sein de la Francophonie par exemple n'est pas abordée et la deuxième partie, celle qui traite de la place du Canada dans le monde, laisse le lecteur sur sa faim. Ces oublis regrettables ne doivent pas pour autant réduire l'intérêt réel de ce troisième volume qui intéressera aussi bien les chercheurs que les étudiants.

MARC PARANT

## EUROPE

### **Democracy beyond the State? The European Dilemma and the Emerging Global Order.**

GREVEN, Michael Th., Louis W. PAULY  
(dir.). Toronto, University of Toronto  
Press, 2000, 191 p.

Cet ouvrage collectif pose les questions suivantes : comment les démocraties en général et européennes en particulier, dont la légitimité reposait en grande partie sur les États providence, peuvent-elles survivre à l'ère de la globalisation économique ? L'Union européenne peut-elle incarner un système démocratique supranational apte à compenser le déficit croissant de légitimité des États européens ?

Dans un chapitre général intitulé « globalisation et démocratie », Stephen Newman développe l'argument selon lequel la globalisation amenuise la capacité de régulation socio-économique des États démocratiques et en particulier leur fonction redistributive. À travers la mise en cause des États providence, c'est en réalité le compromis historique entre démocratie et capitalisme qui se trouve

altéré. Désormais, dans la mesure où les élites politiques ne parviennent plus à assurer leurs citoyens de leur capacité à maîtriser les effets de la globalisation, la légitimité des systèmes démocratiques s'érode. À partir des travaux de David Held, Newman questionne alors la possibilité de créer une démocratie « globale », transnationale, susceptible de réguler la globalisation économique. Newman admet cependant que l'avènement de celle-ci se heurte encore à l'absence de « *demos* transnational » du fait des divisions ethniques, religieuses, culturelles, linguistiques encore vivaces entre les nations.

Dans le chapitre suivant, Michael Greven transpose cette problématique à l'échelle européenne pour constater là aussi qu'il n'existe pas de « peuple européen » susceptible de s'identifier à un système politique européen. M. Greven souligne d'ailleurs les multiples failles qui empêchent ce système d'évoluer vers un modèle démocratique : absence de constitution européenne, de partis politiques véritablement constitués à l'échelle européenne, de sentiment commun des Européens d'appartenir à une même communauté politique. Dans le même esprit, Claus Offe estime que, en l'absence de communauté de citoyens européens, la poursuite de l'intégration européenne au-delà des modalités de l'intégration négative déjà accomplie (abolition des frontières économiques) risque de porter atteinte à la légitimité démocratique des États européens.

Michaël Zürn apporte des nuances aux diagnostics précédents en partant de l'idée qu'on assiste, en Occident au moins, à un processus de